

EURAC informa que ara el grup S&D del Parlament Europeu proposa adoptar sancions individuals contra \_\_\_\_\_ pers  
ones properes al President Kabila, però

el comunicat

del 17 d'octubre 2016 de la UE expressava: "*La UE utilitzarà totes les eines a la seva disposició, incloent mesures individuals restrictives contra els responsables de violacions greus de drets humans...*" ( <http://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2016/10/17-fac-drc-conclusions/> ).

Un mes després, encara no s'han adoptat sancions, mentre que

els Estats Units estan treballant en

la tercera "ronda" de mesures per tal d'incrementar la pressió.

Durant el mes de setembre, varen morir més de 50 persones

que participaven en manifestacions a Kinshasa,

al Nord-Kivu la violència i els assassinats continuen i Lambert Mende

ha ordenat la prohibició del dret a manifestar –se

i la aplicació de

fortes restriccions als mitjans de comunicació.

[https://twitter.com/Habibou\\_Bangre/status/797522993295540225](https://twitter.com/Habibou_Bangre/status/797522993295540225).

Veure comunicat:DRC/EU - [Parlement européen : Le groupe S&D va proposer une résolution sur les sanctions individuelles en RDC](#)

«[Le Groupe parlementaire S&D \(le groupe des Socialistes et Démocrates au Parlement européen\)](#) a rencontré mercredi 23 novembre 2016 la Haute Représentante Federica Mogherini. Les discussions ont tourné autour du rapport de la mission des députés européens dans l'Est de la RDC effectuée en septembre.

« Face à une situation politique et humanitaire qui se dégrade de jour en jour en RDC, nous avons informé la Haute Représentante que le groupe des Socialistes et Démocrates proposera la semaine prochaine une résolution du Parlement européen appelant le Conseil à adopter des sanctions individuelles à l'encontre de personnes proches du Président congolais. À cet égard, nous sommes ravis que la question soit mise à l'ordre du jour du Conseil des Affaires Étrangères du 12 Décembre, avant la date symbolique du 19 décembre au terme de laquelle le Président Kabila doit quitter le pouvoir, ont déclaré le leader du Groupe S&D, Gianni Pittella, et la présidente de la sous-commission des droits de l'homme, Elena Valenciano.

Ce groupe parlementaire a particulièrement axé ses interventions sur la situation sécuritaire, humanitaire et politique en RDC. L'eurodéputée d'origine congolaise Cécile Kyenge est membre de ce groupe parlementaire. »

HIGHLIGHT - [RDC – Soraya Aziz \(Lucha\) : « La date du départ de Kabila est non négociable »](#),  
Jeune Afrique, 23 novembre

[RDC : « Si Kabila ne quitte pas le pouvoir le 19 décembre prochain... »](#), prévient Carbone Beni , La Tribune Afrique, 23 novembre